**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse
**Band:** 132 (1987)
**Heft:** 6

**Artikel:** Un nouveau nœud stratégique d'importance mondiale : le Pacifique Sud
**Autor:** Meuron, Luc de
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-344778

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 13.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

*Un nouveau nœud stratégique d'importance mondiale*

# Le Pacifique Sud

**par Luc de Meuron**

On pourrait penser que l'URSS vient seulement de découvrir, il y a deux ou trois ans, cette immense zone parsemée de milliers d'îles que les géographes ont appelée le Pacifique Sud. En réalité, cet intérêt date de beaucoup plus longtemps. Ainsi, en octobre 1964, dans une des revues officielles du communisme international intitulée *Démocratie nouvelle*, un certain A. Schilkov a consacré un long article à «L'Océanie, dernier domaine colonial?», victime, bien entendu, de la politique du capitalisme moderne et au service de l'impérialisme occidental. «Les puissances impérialistes, et surtout les USA, écrit-il, accordent à l'Océanie une grande place dans leurs plans militaires. Iles et archipels océaniques représentent des points stratégiques importants dans le Pacifique.» Ce fut d'abord, en 1951, précise Schilkov, la «conclusion de l'ANZUS, traité militaire entre les USA, l'Australie et la Nouvelle-Zélande». Ce furent ensuite, à peine vingt ans après la fin de la guerre, la multiplication «de bases américaines de la région qui, essaimant un peu partout», auraient passé de 25 à 250. Ce fut enfin, un peu plus tard, la mise en activité par la France du champ de tir des expériences nucléaires françaises. En revanche, on ne trouve pas dans cet article de *Démocratie nouvelle* la moindre allusion à la Grande-Bretagne qui était alors sur le point de se retirer de cette zone, presque sur la pointe des pieds. Ainsi, dès cette époque déjà, les ennemis potentiels désignés par Moscou sont uniquement «l'impérialisme américain» et son «vassal français»!

Pourtant, l'URSS se gardera encore pendant quelques années d'intervenir directement dans le Pacifique Sud. Elle se contentera alors, mais avec le maximum d'efficacité, d'utiliser à plein la plate-forme politique que constitue l'ONU pour appuyer de toutes ses forces les tentatives, presque toujours réussies dans les années septante, de «libération» des îles océaniques appartenant jusque-là soit à l'Angleterre, soit à la France. Il faut dire qu'à cette époque, les Etats-Unis nourrissaient l'espoir, qui ne se révéla pas du tout vain, de recueillir une bonne partie de l'héritage européen. On assista alors, il importe de le rappeler, à une évidente complicité de fait entre les Etats-Unis et l'URSS, intéressés, pour des raisons naturellement contradictoires, à la liquidation du «colonialisme» dont tout démontrera, selon la bonne doctrine onusienne, qu'il ne pouvait être, paraît-il, qu'européen!

Il y a une dizaine d'années encore, les Etats-Unis jouaient donc sur le velours dans l'ensemble du Pacifique,

n'ayant à craindre aucune réaction énergique ni de la Chine maoïste empêtrée dans ses difficultés intérieures, ni du Japon à la puissance militaire embryonnaire, ni même de l'URSS qui n'avait pas encore inauguré sa politique systématique d'envoi de bateaux de pêche à usages multiples dans la direction du Pacifique Sud. Pourtant, si les projets futurs de l'URSS, devenue grande puissance mondiale, ne s'inscrivaient pas encore dans des actes précis, il était aisé d'imaginer que Moscou serait tenté d'étendre un jour son influence dans l'ensemble du Pacifique, d'y recruter des alliés, de prendre pied dans certaines îles jugées d'importance stratégique. Tant il est vrai que toute puissance en voie d'expansion, et quel que soit son régime politique, est portée à s'installer partout où elle en décèle la possibilité et en perçoit les avantages.

On comprend aussi pourquoi les Etats-Unis, au prix d'énormes sacrifices en hommes, en argent et en prestige, ont tout fait il y a une quinzaine d'années pour barrer la route du Vietnam du Sud aux forces du gouvernement communiste de Hanoi. Seulement – on ne se rappelle que trop cette page lamentable de l'histoire du recul occidental depuis 1945 –, cette opération qui aurait dû être décisive pour verrouiller aux Soviétiques et à leurs alliés l'accès au Pacifique Sud a échoué parce que les forces armées américaines ont été battues non pas sur le terrain, mais dans les salles de rédaction du *Washington Post* et du *New York Times*. La voie était ainsi ouverte au développement d'une politique interventionniste de Moscou dans la direction du sud-est du Pacifique sous une forme d'abord essentiellement politico-économique, non sans que le gouvernement soviétique nourrisse de très précises arrière-pensées de nature militaro-stratégique. C'est ainsi que débuta il y a quelques années une politique d'infiltration progressive qui rappelle d'ailleurs par certains de ses aspects les méthodes adoptées par les puissances coloniales d'antan, traitées aujourd'hui de... colonialistes par les Superétats actuels.

*
* *

On a pu longtemps s'interroger sur les véritables visées de l'URSS dans l'ensemble de la zone Pacifique; mais, depuis que Mikhaïl Gorbatchev a prononcé le 28 juillet 1986 le discours-programme de Vladivostok, l'hésitation n'est plus permise. Avec une calme pondération, mais une dure fermeté, le secrétaire général du PC soviétique a révélé la volonté de l'URSS de défendre ses intérêts vitaux dans toute cette partie du monde, c'est-à-dire d'affirmer ses droits de grande puissance. On se le rappelle, dans ce magistral discours dans tous les sens du terme, M. Gorbatchev est parti du problème afghan pour aboutir au Pacifique Sud. Il est certain qu'une telle politique exige au préalable une nette amélioration des

relations tant avec la Chine communiste qu'avec le Japon capitaliste. «Pourquoi, a déclaré le Premier soviétique en se tournant vers Pékin, ne pouvons-nous pas nous appuyer l'un l'autre, coopérer pour l'accomplissement de nos plans dans les domaines qui procureront des avantages mutuels évidents?» Cette offre a ainsi un caractère suffisamment vague pour englober toutes les possibilités. Celle que M. Gorbatchev a faite au Japon n'en est pas moins tentante, en apparence tout au moins. Tokyo se voit offrir «une coopération à long terme dans l'exploration et la mise en valeur globale des ressources de l'océan, dans des programmes d'exploration et d'utilisation de l'espace à des fins pacifiques».

Ainsi, faisant preuve d'un optimisme intelligemment calculé, parce que persuadé que ni Pékin ni Tokyo ne pourront longtemps rester quasi indifférents à ses propositions, M. Gorbatchev a déclaré que, «si la situation sur le Pacifique devient effectivement meilleure, Vladivostok pourrait devenir un grand centre international, foyer de commerce et de culture, une ville de festivals, de rencontres sportives, de congrès, de symposiums scientifiques. Nous voudrions voir en elle une fenêtre largement ouverte sur l'Orient.» Et, pour rendre ses intentions plus alléchantes, le Premier soviétique ajoute que «l'Union soviétique attache une grande importance à une réduction radicale des forces armées et des armements conventionnels en Asie, jusqu'aux limites raisonnables d'une quantité suffisante».

On le voit, M. Gorbatchev a tiré les leçons de la lamentable affaire afghane: on ne défend pas ses intérêts de grande puissance en envoyant ses forces armées occuper brutalement un pays, mais en se préparant à étendre son influence d'abord sur les plans commercial et culturel. Ainsi, l'URSS, qui dénonçait jusqu'alors la «communauté du Pacifique» à direction américaine comme une organisation militariste, propose maintenant sa collaboration et fait des suggestions pour assurer la paix dans l'aire du Pacifique en préconisant, ce qui ne lui coûterait pas grand-chose, la suppression des bases militaires américaines des Philippines, la dénucléarisation de l'ensemble de la zone et la limitation des forces navales dans le Pacifique! Ces offres n'ont qu'un défaut: les Etats-Unis devraient en faire à peu près seuls les frais! Mais peu importe le succès sur le terrain de telles propositions, l'essentiel, c'est d'émouvoir les opinions publiques de toute cette partie du monde qui sont loin de nourrir des sentiments de totale amitié à l'égard des Etats-Unis dont le comportement est souvent celui d'un simple protecteur.

C'est pourquoi la signature par l'URSS le 15 décembre 1986 du Traité de dénucléarisation du Pacifique Sud sera un coup de maître pour Moscou. L'idée de ce traité avait été émise en août 1985 par l'Australie et défendue aussitôt par une douzaine d'Etats de la

zone hostiles à la poursuite des expériences nucléaires françaises à Mururoa. Du coup, par le fait d'une simple signature, l'URSS légitime sa présence «dans la région et ses revendications en tant que puissance asiatique», comme l'a souligné le correspondant à Moscou du *Figaro* (16 décembre). Et, étant donné que cette avancée diplomatique soviétique en direction du Sud ne saurait rester unique, le Kremlin, poursuivant sur sa lancée, s'est empressé d'envoyer une délégation dans plusieurs capitales de la région, en particulier à Canberra et à Auckland. C'est ainsi que se concrétisa clairement la politique de pénétration soviétique dans le Pacifique Sud, politique qui, d'ailleurs, avait déjà pris son départ en mars 1984, donc du temps de Brejnev, à Kiribati, anciennement îles Gilbert, se poursuivit au Vanuatu (Nouvelles-Hébrides) et ensuite aux îles Fidji.

Plus récemment encore, au cours du mois de mars dernier, battant le fer pendant qu'il était chaud et profitant des embarras divers que connaît le gouvernement Reagan, Moscou a envoyé en Australie son ministre des Affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, pour une vaste et pénétrante opération de charme. Le ministre, tout sourire, a déclaré qu'«en tendant la main à l'Australie et aux autres petits Etats de la région», par le biais des si commodes et profitables accords de pêche, «notamment celui conclu récemment avec Vanuatu, l'URSS n'avait aucun sombre dessein en tête, aucune intention cachée, seulement le souci de développer des liens commerciaux et touristiques [réd.: !] avec cette zone» (*Le Monde*, 5 mars). Comme on le voit, les intentions de l'URSS sont absolument dénuées de toute préoccupation d'ordre militaro-stratégique dans le Pacifique Sud! En revanche, dans une conférence de presse qui suivit les deux jours de discussion avec les dirigeants australiens, le ministre a reconnu que, si «les Soviétiques ne sont pas présents (militairement) dans le Pacifique Sud et qu'aucune implantation de leur part ne soit à craindre dans cette zone de l'océan», «la présence militaire de l'URSS s'est accrue dans le Pacifique Nord».

Comment faire autrement, a souligné M. Chevarnadze, quand on assiste «à une extension militaire de Washington dans la région»? Il était, en effet, impossible au ministre soviétique de nier le renforcement constant du dispositif stratégique de l'URSS dans le Pacifique Nord, puisqu'on sait que la flotte soviétique y compte environ 800 bâtiments, «deux de ses quatre porte-avions, 14 croiseurs, 75 destroyers, frégates et corvettes, 135 sous-marins dont 31 lanceurs de missiles balistiques», sans compter, dit-on, «deux transports de troupes amphibies de 60 000 tonnes» (*Le Figaro*, 16 décembre 1986). De quoi entreprendre aisément, si Moscou les jugeait nécessaires un jour, des opérations à longue distance... Et quand M. Chevarnadze déclare à Canberra,

«en s'esclaffant» (*Le Monde*, 5 mars): «Nous n'avons pas de base militaire à Vanuatu», il n'y a aucune raison de se sentir entièrement rassuré sur les intentions ultimes du Kremlin!

*
* *

On peut, bien sûr, ne pas cesser d'épiloguer, comme on ne le fait que trop en Occident, sur ce que signifierait réellement le prétendu retournement à 180° de la politique générale soviétique et spéculer sur les intentions pacifiques de M. Gorbatchev. On peut, bien sûr, rester indifférent, si on ne les approuve bruyamment, aux grandes manœuvres politiques dont l'URSS a le secret, qu'il s'agisse de la mise en quarantaine de l'Afrique du Sud ou du manifeste soutien onuso-soviétique aux Canaques de Nouvelle-Calédonie, mais les faits sont les faits.

Au moment où la Nouvelle-Zélande refuse l'accès à ses ports aux porte-avions nucléaires américains, au moment où M. Chevarnadze parle de la «candeur» des dirigeants australiens, le vice-amiral Thireaut, commandant des forces maritimes françaises dans le Pacifique, lance un appel à la vigilance (*Le Figaro*, 3 mars): «Il faut surveiller de très près la flotte soviétique dans le Pacifique», en soulignant «que la flotte US, déjà occupée dans le Pacifique Nord, ne pouvait être partout dans le Pacifique Sud». Gouverner, c'est prévoir. On a désormais l'impression que, si les militaires occidentaux sont sur leurs gardes, les gouvernements, eux, ne savent souvent pas très bien quelle ligne politique suivre. Au temps du gouvernement Fabius, il était question de la création d'une «base militaire géante à Nouméa, point d'appui essentiel de la stratégie occidentale dans le Pacifique». Or, aujourd'hui, on n'en parle quasiment plus à Paris: aucun crédit spécial à cet effet ne figurait au budget 1987!

Et pourtant, la réalité est là, incontournable. Si l'on regarde la carte du Pacifique Sud, on constate avec René Servoise (*Le Figaro*, 7 novembre 1986), que «la frontière stratégique constituée par la Micronésie américaine (territoires sous tutelle des Mariannes et des Marshall dans le Pacifique Nord) a été tournée par l'URSS et [que], depuis dix-huit mois, celle-ci a poussé, derrière cette ligne défensive, ses pions sur l'échiquier du Pacifique Sud». En tire-t-on donc les conséquences que comporte une telle situation? On peut en douter, à voir comment les hommes politiques occidentaux responsables sont souvent ignorants des données fondamentales de la géopolitique, à commencer par nombre de sénateurs et de représentants américains qui ergotent sur le moindre crédit à accorder à certains Etats-charnières du monde libre. Sait-on qu'en 1985-1986, l'assistance des Etats-Unis aux archipels du Pacifique Sud a été dérisoire: 9 millions de dollars seulement alors que l'Australie en avait débloqué 254 millions en leur faveur? Il est stupéfiant de penser que,

pour riposter aux tentatives désormais multiples des Soviétiques, les Américains sont contraints de faire appel au soutien des... Japonais en créant une Association privée nippo-américaine du Pacifique Sud!

Ainsi, qu'il s'agisse du Pacifique Sud ou du Pacifique Nord, les Américains sont de plus en plus tenus de pratiquer une politique générale diplomatico-militaire de pure défensive. Dans le Nord, ils doivent actuellement limiter leur énergie à la défense de leurs deux bases vitales des Philippines, car la politique de Cory Aquino n'est pas à cet égard d'une limpidité absolue. Et, dans le Sud, il leur faudrait à tout prix développper une politique d'aide active pour empêcher de nombreux petits Etats de se laisser attirer par les offres apparemment alléchantes de Moscou et de ses alliés. Ainsi, le gouvernement de Vanuatu a fait appel, en 1986, à une équipe de médecins coopérants vietnamiens!

La conclusion à tirer n'est pas particulièrement encourageante. Cela est dû à l'action de certains gouvernants occidentaux qui n'ont pas cessé de dénoncer l'«impérialisme américain» sans se rendre compte que les reculs de l'influence des Etats-Unis, accélérés par leurs propres agissements, ne font que favoriser les opérations de multiple nature d'un nouvel impérialisme. Et ce nouvel impérialisme – il faut savoir appeler les choses par leur nom – est d'autant plus entreprenant qu'il a toujours pu compter sur l'appui bénévole et naïf de tout ce que le monde libre compte d'«honnêtes» pacifistes et onusistes, ainsi que de complices volontaires des maîtres successifs du Kremlin. A n'en pas douter, le Pacifique Sud est en train de devenir une nouvelle zone de confrontation directe stratégico-politique, une zone névralgique de l'évolution de laquelle peut dépendre le maintien de l'équilibre mondial. Par conséquent, il serait fort maladroit et peu intelligent de ne pas en mesurer à temps l'importance croissante.

L. de M.